

Audience publique du 13 juin 2005

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre un bulletin de l'impôt sur le revenu du bureau d'imposition Capellen
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 19368 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 25 février 2005 par Maître Gaston VOGEL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., ... , domicilié à L-..., tendant à l'annulation du bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 2000 émis par le bureau d'imposition Capellen de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes en date du 6 février 2004, en ce que les 9/10^{ième} du mémoire d'honoraires de son mandataire dans les affaires l'opposant au ministère public n'ont pas été retenues comme charges extraordinaires ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 26 avril 2005 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 25 février 2005 par Maître Gaston VOGEL au nom de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le bulletin d'impôt attaqué ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Aurore GIGOT, en remplacement de Maître Gaston VOGEL, et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 juin 2005.

Considérant que par courrier de son mandataire du 5 mars 2004 Monsieur ... présenta auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après « *le directeur* », un « *recours gracieux préalable au recours devant le tribunal administratif* » dirigé à l'encontre du décompte établi suite à l'émission en date du 6 février 2004 du bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2000 par le bureau d'imposition de Capellen de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes ;

Que les critiques de Monsieur ... portent sur ce que les frais d'avocat résultant d'un mémoire d'honoraires du 5 juin 2000 d'une hauteur totale de 1.237.145,- Luf, réglés

en 2000, n'ont pas été pris en compte en tant que charges extraordinaires, abstraction faite de l'amende pénale prononcée ;

Que le directeur est invité à revoir « *le décompte litigieux* » dans le cadre du recours gracieux, ainsi désigné ;

Considérant que par requête déposée en date du 25 février 2005, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation du bulletin d'imposition du 6 février 2004 précité, tout en énonçant qu'il y a lieu de retenir comme charge extraordinaire les 9/10^{èmes} du mémoire d'honoraires litigieux s'élevant à 1.237.145,- francs, soit 30.668,02 €, étant entendu qu'il n'a jamais reçu de réponse à son prédit courrier du 5 mars 2004 adressé au directeur ;

Que le recours est motivé comme suit :

« que c'est à tort que l'administration a refusé de retenir comme charge extraordinaire (article 127 du L.I.R.) les frais d'avocat qu'il a dû exposer dans son affaire dite de « corruption » et qui s'élèvent à 1.237.145,- francs, soit 30.668,02 € ;

que ... a dû se défendre depuis 1992 contre une accusation qu'il considérait comme injuste, qu'aux termes d'une longue et laborieuse procédure, il a bénéficié sur 45 inculpations d'un acquittement pour 41 ;

que par conséquent, il a le droit de revendiquer au titre de charge extraordinaire les 9/10^{ième} du mémoire d'honoraires ;

qu'en effet, il tombe sous le sens qu'une telle charge était inévitable alors que le requérant n'a pu s'y soustraire pour des raisons tout aussi matérielles, morales et surtout juridiques ;

que l'interprétation par l'administration de l'article 127 est arbitraire et contraire au principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt ; »

Considérant que le délégué du Gouvernement de conclure relativement à la recevabilité du recours comme suit :

« a) En l'absence d'intention manifestement contraire le recourant est censé, conformément à la jurisprudence du tribunal administratif, avoir voulu exercer le recours en réformation qui est seul ouvert en matière d'actes d'imposition.

b) Au contentieux de l'impôt les conclusions en annulation de la décision entreprise ne sont appropriées que si la décision est attaquée pour incompétence ou vice de procédure ; les moyens tirés d'une fausse application de la loi matérielle ne peuvent tendre qu'à une réformation, totale ou partielle, fût-ce avec renvoi. » ;

Considérant qu'à travers son mémoire en réplique, le demandeur d'insister sur deux points, à savoir le caractère complexe de l'affaire pénale à la base du mémoire

d'honoraires litigieux, ainsi que l'absence d'un barème d'honoraires d'avocat au Grand-Duché de Luxembourg pour demander au tribunal de « *statuer conformément au dispositif du recours introductif* » ;

Considérant que conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* » et de l'article 8(3)3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre un bulletin d'imposition en matière d'impôt sur le revenu dans l'hypothèse où une réclamation au sens du paragraphe 228 AO a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande ;

Considérant que seul un recours en réformation est prévu en l'occurrence par la loi ;

Considérant que l'objet de la demande, consistant dans le résultat que le plaideur entend obtenir, est celui circonscrit dans le dispositif de la requête introductive d'instance, notamment par rapport aux actes ou décisions critiqués à travers le recours, ainsi que concernant les limites du recours ainsi cernées suivant que l'annulation ou la réformation des actes ou décisions déferés est requise (cf. trib. adm. 21 novembre 2001, n° 12921 du rôle, Pas. adm. 2004, V° Procédure contentieuse n° 137, page 525) ;

Considérant qu'en l'absence d'intention manifeste contraire, les termes juridiques employés par un professionnel de la postulation sont à appliquer à la lettre, ce plus précisément concernant la nature du recours introduit, ainsi que son objet, tel que cerné à travers la requête introductive d'instance et précisé, le cas échéant, à travers le dispositif du mémoire en réplique ;

Considérant qu'en l'occurrence, la partie demanderesse, représentée par un professionnel de la postulation, sollicite, à travers le dispositif de la requête introductive d'instance, l'annulation du bulletin d'imposition déferé tout en énonçant que celle-ci doit porter sur ce que 9/10^{èmes} du mémoire d'honoraires litigieux du 5 juin 2000, s'élevant (au total) à 1.237.145,- Luf, n'ont pas été retenus comme charges extraordinaires ;

Que le seul moyen appelé à sous-tendre le dispositif en question est tiré d'une interprétation arbitraire et contraire à la loi alléguée dans le chef de l'autorité administrative de décision concernant l'article 127 L.I.R. ;

Considérant que dans les matières où seul un recours en réformation est ouvert, le moyen tiré d'une interprétation non conforme à la loi, fût-elle arbitraire, se résout par la réformation de la décision attaquée et non point par son annulation, la juridiction saisie, statuant au fond, étant appelée à remplacer en principe la décision viciée, dans les limites de l'objet du recours, par une décision nouvelle, conforme à la loi ;

Considérant que si dans l'hypothèse où seul un recours en réformation est ouvert, il est possible pour un demandeur de conclure à l'annulation de la décision déférée, notamment pour incompetence de l'autorité ayant statué ou pour violation d'une formalité substantielle destinée à protéger l'administré, encore faut-il que l'annulation sollicitée soit sous-tendue utilement par un moyen d'annulation ;

Considérant qu'en l'espèce, à travers le dispositif de la requête introductive d'instance le demandeur sollicite expressément l'annulation du bulletin déféré, partant l'anéantissement complet de celui-ci ab initio avec toutes les conséquences de droit, notamment en matière de prescription, alors que le seul moyen par lui énoncé, dût-il être accueilli, tendrait tout au plus à la réformation partielle du bulletin en question ;

Considérant qu'à travers son mémoire en réplique, le demandeur ne répond en aucune manière aux critiques formulées par le représentant étatique concernant la recevabilité de la requête introductive d'instance et demande au tribunal de statuer conformément au dispositif du recours introductif ;

Considérant que dans les circonstances données, force est au tribunal, appelé à statuer comme juge du fond, de retenir que la requête introductive d'instance émanant d'un professionnel de la postulation, est irrecevable en ce qu'elle conclut expressément à l'annulation du bulletin d'imposition déféré, à défaut plus particulièrement de moyen énoncé sous-tendant utilement le résultat ainsi mis en avant ;

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais .

Ainsi jugé par :

M. Delaporte, premier vice-président,
Mme Lenert, premier juge,
Mme Thomé, juge,

et lu à l'audience publique du 13 juin 2005 par le premier vice-président en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Delaporte